

**Audience publique du 26 octobre 2011**

Recours formé par la société anonyme ... S.A., ...  
contre une décision du directeur de l'administration des Contributions directes  
en matière de bonification d'impôt pour investissement

---

**JUGEMENT**

Revu la requête inscrite sous le numéro 25669 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif le 23 avril 2009 par Maître François Collot, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de la société anonyme ... S.A., établie et ayant son siège social à L-..., inscrite au registre de commerce et des sociétés sous le numéro ..., tendant à la réformation, sinon à l'annulation d'une décision du directeur de l'administration des Contributions directes du 29 janvier 2009, numéro ..., portant rejet de sa réclamation contre les bulletins de la fixation de la bonification d'impôt pour investissement au sens de l'article 152bis de la loi concernant l'impôt sur le revenu des années 2000, 2001, 2002 et 2003 et, pour autant que de besoin, « *contre les bulletins de l'impôt sur le revenu des collectivités et de l'impôt commercial communal pour les années 2000, 2001, 2002 et 2003* » ;

Vu le jugement du tribunal administratif du 8 juin 2010 ayant reçu le recours en réformation en la forme et, au fond, ayant soumis à la Cour de justice de l'Union européenne la question préjudicielle ci-après plus amplement spécifiée ;

Vu l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne du 22 décembre 2010, affaire C-287/10 ;

Vu le mémoire supplémentaire de Maître François Collot, intitulé mémoire en réplique, déposé au greffe du tribunal administratif le 25 février 2011 pour le compte de la société anonyme ... S.A. ;

Revu les pièces versées en cause et notamment la décision critiquée ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport complémentaire ainsi que Maître Anne Mertens, en remplacement de Maître François Collot, et Madame le délégué du gouvernement Monique Adams en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 9 mars 2011.

---

La société ... S.A., ci-après dénommée « la société ... », avec siège social au Luxembourg,

exploite depuis le Luxembourg deux bateaux destinés à la navigation fluviale dans le cadre de son activité de soutage de navires de mer avec de l'huile lourde dans les ports du régime Anvers-Amsterdam. Pour les exercices des années 2000 à 2003, elle entendit bénéficier des bonifications d'impôt pour investissement sur base de l'article 152bis de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, ci-après dénommée « L.I.R. ». Cependant l'administration des Contributions directes refusa de faire droit à cette demande au motif que les navires sont utilisés à l'étranger.

En date du 28 juin 2005, la société ... introduisit une réclamation auprès du directeur de l'administration des Contributions directes contre les bulletins d'impôt sur le revenu des collectivités ainsi que contre les bulletins de la fixation de la bonification d'impôt pour investissement au sens de l'article 152bis L.I.R. des années 2000 à 2003, tous émis le 11 mai 2005.

Par décision du 29 janvier 2009, n° C 14932 du rôle, le directeur de l'administration des Contributions directes, ci-après désigné par « le directeur », refusa de faire droit à la réclamation précitée.

Par requête déposée le 23 avril 2009 au greffe du tribunal administratif, la société ... fit introduire un recours contentieux tendant à la réformation sinon à l'annulation de la décision précitée du directeur du 29 janvier 2009 et, pour autant que de besoin, des bulletins de l'impôt sur le revenu des collectivités et de l'impôt commercial communal pour les années 2000, 2001, 2002 et 2003.

Suivant jugement du 8 juin 2010, le tribunal administratif a reçu le recours en réformation introduit par la société ... S.A en la forme et au fond, avant tout autre progrès en cause, a sursis à statuer et a soumis à la Cour de justice de l'Union européenne, ci-après dénommée « CJUE », la question préjudicielle suivante : *« Les articles 49 CE et 56 CE s'opposent-ils aux dispositions de l'article 152bis, paragraphe 1, de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu dans la mesure où elles réservent aux contribuables luxembourgeois le bénéfice de la bonification d'impôt pour investissement à la condition que ces investissements doivent être effectués dans un établissement situé au Grand-Duché et destiné à y rester de façon permanente et ils doivent en outre être mis en œuvre physiquement sur le territoire luxembourgeois ? »*, tout en réservant les frais ainsi que tous droits des parties.

Par arrêt du 22 décembre 2010, affaire n° C-287/10, la CJUE a dit pour droit que : *« L'article 56 TFUE doit être interprété en ce sens qu'il s'oppose à une disposition d'un État membre en vertu de laquelle le bénéfice d'une bonification d'impôt pour investissement est refusé à une entreprise qui est établie uniquement dans cet État membre, au seul motif que le bien d'investissement, au titre duquel cette bonification est revendiquée, est mis en œuvre physiquement sur le territoire d'un autre État membre. »*

Dans son mémoire supplémentaire, la demanderesse conclut à ce qu'il soit fait droit à sa demande de bénéficier de la bonification d'impôt pour investissement pour les années 2000 à 2003.

L'Etat n'a plus pris position par rapport à l'arrêt précité de la CJUE.

Eu égard à la conclusion ainsi retenue par le prédict arrêt de la CJUE, il y a lieu de retenir que l'article 152bis, paragraphe 1<sup>er</sup>, L.I.R., en ce qu'il dispose que le bénéfice de la bonification d'impôt pour investissement est notamment conditionné par l'investissement dans un établissement situé au Grand-Duché de Luxembourg, destiné à y rester de façon permanente et mis en œuvre physiquement sur le territoire luxembourgeois, est contraire à l'article 56 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, de sorte que le directeur ne pouvait valablement se fonder sur cette disposition pour rejeter la réclamation de la demanderesse comme étant non fondée.

Le recours est partant fondé en ce sens qu'il y a lieu de conclure que c'est à tort que le directeur s'est basé sur l'article 152bis, paragraphe 1<sup>er</sup>, L.I.R. pour refuser la bonification d'impôt pour investissement litigieuse, étant donné que cette disposition est contraire au droit communautaire.

Au vu de la conclusion dégagée ci-avant, il n'y a pas lieu de procéder à l'analyse du bien-fondé de la conclusion retenue par le directeur suivant laquelle la demanderesse ne serait pas agréée par le ministre ayant les affaires maritimes dans ses attributions, de sorte à ce qu'elle ne saurait bénéficier de l'exception prévue à l'article 107 de la loi du 9 novembre 1990 ayant pour objet la création d'un registre public maritime luxembourgeois, cette analyse étant ainsi devenue superfétatoire.

Il suit de ce qui précède que la décision directoriale doit être réformée dans la mesure où elle a rejeté la réclamation de la partie demanderesse au motif que la condition de la mise en œuvre physique sur le territoire luxembourgeois du bien d'investissement, telle qu'énoncée par le 1<sup>er</sup> paragraphe de l'article 152bis L.I.R. n'est pas remplie.

Par ailleurs, force est cependant au tribunal de constater que, dans la mesure où le refus directorial est basé exclusivement sur les motifs analysés ci-avant, sans se prononcer outre ces considérations sur l'éligibilité des investissements litigieux au titre de la bonification d'impôt pour investissement, il ne saurait faire droit à la demande tendant à voir dire et juger que la demanderesse remplit toutes les conditions prévues à l'article 152bis L.I.R. pour pouvoir bénéficier de la bonification d'impôt pour investissement.

Il y a partant lieu de renvoyer l'affaire devant le directeur en prosécution de cause.

La partie demanderesse a encore formulé une demande tendant à l'allocation d'une indemnité de procédure d'un montant de 2.500.- euros sur le fondement de l'article 33 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, sans préciser ni la nature des sommes exposées non comprises dans les dépens, ni en quoi il serait inéquitable de laisser des frais non répétables à sa charge.

Or, force est de constater qu'une demande d'allocation d'une indemnité de procédure qui omet de spécifier la nature des sommes exposées non comprises dans les dépens et qui ne précise pas en quoi il serait inéquitable de laisser des frais non répétables à charge de la partie gagnante est à rejeter, la simple référence à l'article de la loi applicable est insuffisante à cet égard,<sup>1</sup> de

---

<sup>1</sup> Voir CA 1<sup>er</sup> juillet 1997, n° 9891C du rôle, Pas. adm. 2010, V° Procédure contentieuse, n°822 et les références y

sorte que la demande afférente est à rejeter pour ne pas être fondée.

**Par ces motifs**

le tribunal administratif, troisième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

vidant le jugement du tribunal administratif du 8 juin 2010 ;

au fond, déclare le recours en réformation partiellement justifié ;

partant, par réformation de la décision directoriale déférée du 29 janvier 2009, n° ... du rôle, dit que le défaut de mise en œuvre physique sur le territoire luxembourgeois des navires de la société anonyme ... S.A. ne constitue pas un motif valable pour refuser l'octroi de la bonification d'impôt pour investissement au sens de l'article 152bis, paragraphe 1<sup>er</sup>, L.I.R. ;

renvoie l'affaire devant le directeur de l'administration des Contributions directes en prosécution de cause ;

rejette la demande en allocation d'une indemnité de procédure de la demanderesse ;

condamne l'Etat aux frais.

Ainsi jugé par :

Martine Gillardin, vice-président,  
Claude Fellens, premier juge,  
Annick Braun, juge,

et lu à l'audience publique du 26 octobre 2011 par le vice-président, en présence du greffier Judith Tagliaferri.

s. Judith Tagliaferri

s. Martine Gillardin

**Reproduction certifiée conforme à l'original**

Luxembourg, le 27.10.2011

Le Greffier du Tribunal administratif